

Le budget—M. Mayer

parlé de crédibilité en disant charitablement du ministre des Finances que c'était un homme honnête qu'il espérait voir survivre à tout ce gâchis. Je signale au député que le dollar est remonté au-dessus de 70c. ce matin et que les taux d'intérêt sont en baisse.

M. Langdon: Il est parti de 69c.

M. Mayer: Le député dit qu'il s'agit de 69c.

M. Langdon: Il a démarré à ce niveau.

M. Mayer: Si j'ai bien compris, son cours se situe actuellement au-dessus de 70c. Nous ne prétendons pas que ce soit acceptable, mais cela montre qu'il a tort. Il devrait au moins reconnaître nos mérites.

Si j'en avais le temps, je relirais la totalité du discours du budget pour la gouverne du Nouveau parti démocratique, car il n'y a évidemment rien compris.

Le ministre des Finances a commencé son exposé budgétaire en disant, comme on peut le lire à la page 10979 du *hansard*:

Le message que j'ai à vous transmettre aujourd'hui est sérieux et, sous bien des aspects, peu agréable. Ce message doit pourtant être livré, et il doit être compris.

Examinons la situation. Aucun politique ne souhaite augmenter les impôts, car ce n'est pas une mesure populaire. Il faut toutefois écouter la voix de la raison dans l'intérêt de notre pays. Il aurait été suicidaire de poursuivre la politique du gouvernement précédent, politique que les néo-démocrates appuyaient.

M. Langdon: Ce n'est pas vrai.

M. Mayer: Le député nous a servi de belles paroles, comparant le déficit au Saint Graal. Néanmoins, il n'a pas parlé de la création d'emplois ou de l'amélioration des régimes de pension. J'ai grandi dans une ferme de Saskatchewan où les deux noms que nous entendions le plus souvent à l'époque étaient ceux de Tommy Douglas et de John Diefenbaker. Je comprends le député lorsqu'il parle des pensions. Le député de Moose Jaw (M. Gottselig) a grandi dans la même région et nous sommes peut-être plus sensibles à la question des pensions et de l'équité de ce système que nos collègues du centre du pays. Nous avons connu les conséquences de la dépression et nous comprenons les préoccupations à cet égard. Le député devrait au moins nous reconnaître le mérite d'être intervenus pour améliorer les régimes de pension et réviser les prestations pour enfants de façon à aider davantage les personnes dans le besoin tout en réduisant les dépenses globales. Les critiques du député seraient beaucoup plus crédibles s'il n'oubliait pas de mentionner ces faits.

● (1220)

Il parle de ce que cela coûtera au Canadien moyen. Voilà ce que coûtent l'accroissement démesuré du déficit et la hausse vertigineuse des taux d'intérêt. Nos agriculteurs éprouvent des difficultés. Pourquoi? Pour plusieurs raisons. Le prix des denrées agricoles est en baisse, mais tout le monde parle d'un resserrement de la marge de profit. Les intérêts constituent l'une des principales dépenses des cultivateurs. Qui nous a

placés dans cette situation? L'ancien gouvernement. Nous avons vu les taux d'intérêt atteindre 25 et 26 p. 100 lorsqu'il était au pouvoir. Nous ne nous en sommes pas encore remis. Nous devrions remercier le ministre des Finances d'avoir eu le courage de s'attaquer à ce problème.

A entendre le député on pourrait croire que la situation se règlera toute seule, par le plus curieux des hasards. Ce qui est encore plus incroyable, c'est que le député, qui assume des responsabilités au sein de son parti en tant que porte-parole officiel d'un important secteur économique, à savoir le ministère de l'Expansion industrielle régionale, ne nous a pas dit ce qu'il ferait pour la région de l'Atlantique.

M. Orlikow: Vous réduisez les fonds alloués à la région de l'Atlantique.

M. Mayer: Le chômage est élevé dans cette région. Il ne nous a pas dit ce qu'il fera pour l'Ouest où l'on s'inquiète au sujet de l'agriculture. On aurait pu croire qu'étant donné ses responsabilités, il traiterait de certaines de ces questions. S'il l'avait fait, nous aurions pu savoir ce que le NPD propose et comparer avec les propositions du ministre des Finances, dans le but de prendre une décision. Il a dit que nous serions battus aux élections. Je suppose qu'en disant cela, il pense que le NPD gagnera certaines voix que nous perdrons. Quiconque se présenterait devant la population en défendant ce genre de programme électoral ferait rire de lui et c'est normal.

Mr. Orlikow: Nous verrons ce qui se passe dans deux semaines au Manitoba.

M. Mayer: Voyons ce qui se passe quand les taux d'intérêt diminuent. Personne n'aime avoir des dettes. Lorsqu'on a contracté une hypothèque de \$50,000 on peut économiser \$500 par an chaque fois que le taux d'intérêt diminue de 1 p. 100. Il est un fait que les taux d'intérêt ont augmenté dernièrement—plus qu'on ne l'aurait souhaité. Personne ne prévoit ce genre d'augmentation. Le plan global du gouvernement vise à contrôler ses dépenses de façon à exercer moins de pressions sur les marchés financiers, dans le but de faire baisser les taux d'intérêt. Les exploitants de petites entreprises, les agriculteurs et les gens désireux d'acheter une maison profiteront de ces mesures. Nous en verrons les résultats lorsque nous examinerons l'augmentation du nombre de mises en chantier.

Je voudrais parler maintenant des emplois et des programmes sociaux. La plus grande mesure sociale au monde est l'emploi. C'est ce que nous avons réussi à créer: des emplois. Nous en avons créé 580,000. Je ne pense pas que le député ait entendu ce que le ministre des Finances a déclaré dans son exposé budgétaire. En réalité, il ne voulait pas l'entendre.

M. Orlikow: Le taux de chômage s'élève à 9.6 p. 100!

M. Mayer: Je vais lire un ou deux paragraphes du discours du ministre. Le message doit être clair: il s'agit des réalisations à notre actif.

La création d'emplois a été vigoureuse. Le taux de chômage est tombé de 11.7 p. 100 en septembre 1984 à 9.8 p. 100 à l'heure actuelle—s'établissant en deçà de 10 p. 100 pour la première fois depuis avril 1982.